*Motion du département de philosophie, 7 janvier 2020*

L'AG du département de philosophie s'est réunie le 07.01.2020.

Elle a reconduit la grève pour le retrait de la réforme des retraites.

Elle appelle à la grève immédiate contre la LPPR (loi de programmation pluriannuelle de la recherche) qui doit être présentée à la fin de ce mois de janvier et votée en février au parlement.
Il y a urgence.

"Concurrence", "crédit fléché", "attractivité des emplois et des carrières" : dans le prolongement de la loi LRU, cette réforme s'inscrit dans une politique que nous combattons depuis plusieurs années (Loi travail, Parcoursup, Dispositif "Bienvenue en
France", réformes du CAPES, de la formation professionnelle). Elle détruira définitivement les principes de l'université publique. Elle démantèlera le cadre national des services d'enseignement et des rémunérations. Elle renforcera encore l'autorité des directions locales.

Diviser pour mieux régner.

Cette réforme généralise la précarisation, asservit toute pensée à la logique managériale, anéantit la liberté d'étude et de recherche.

Dans ces conditions, il est impensable de faire comme si de rien n'était en reprenant les cours et en participant au fonctionnement habituel de l'université.

*Motion du département de philosophie, 4 décembre 2019*

Le département de philosophie rejoint les appels à la grève du 5 décembre et à sa reconduction les jours suivants. Réuni en assemblée générale, il a voté la grève à l’unanimité :

- contre le projet de réforme Macron/Delevoye, qui nous appauvrit matériellement et détruit le principe de solidarité constitutive de la retraite.

- contre la précarisation des conditions de (sur)vie des étudiantes et des étudiants, qui entend les obliger à accepter n’importe quel emploi sous n’importe quelle condition.
- contre la réforme du chômage et la politique néolibérale de précarisation, d’individualisation et de privatisation de toutes les dimensions de l’existence, de l’école à l’EHPAD !

Nos communautés universitaires sont depuis 12 ans l’objet de réformes non-stop désastreuses (le processus de Bologne). Elles doivent prendre position dans cet affrontement voulu par le gouvernement Philippe/Macron avec l’ensemble des secteurs
dont il orchestre et administre quotidiennement la désorganisation, dans le contexte de
militarisation de l’ordre public, la vraie réponse de ce même gouvernement au mouvement des gilets jaunes.